



Assemblée générale

Distr. générale
22 août 2006
Français
Original: anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Trente-neuvième session

Compte rendu analytique (partiel*) de la 821^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 26 juin 2006, à 10 heures

Président par intérim : M. Sekolec (Secrétaire de la Commission)

Président : M. Abascal Zamora (Président du Comité plénier (Mexique))

Sommaire

Élection du Bureau

Finalisation et adoption des dispositions législatives sur les mesures provisoires et la forme de la convention d'arbitrage et d'une déclaration relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères

* Il n'est pas établi de compte rendu pour le reste de la séance.

** Il n'a pas été établi de comptes rendus des 811^e à 820^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



La séance est ouverte à 10 h 10.

Le débat faisant l'objet du présent compte rendu analytique a débuté à 10 h 40.

Élection du Bureau

1. **Le Président par intérim**, faisant observer que la Commission se réunit en tant que Comité plénier pour examiner le point 5 de l'ordre du jour, invite les membres à élire un président.

2. **M. Boulet** (Belgique) propose la candidature à la présidence de M. Abascal Zamora (Mexique).

3. *M. Abascal Zamora (Mexique) est élu Président du Comité plénier par acclamation; il prend la présidence.*

Finalisation et adoption des dispositions législatives sur les mesures provisoires et la forme de la convention d'arbitrage et d'une déclaration relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (A/CN.9/589, 592, 605, 606, 607 et 609 et Add.1-6)

Projets de dispositions législatives sur les mesures provisoires et les injonctions préliminaires

Chapitre IV bis. Mesures provisoires et injonctions préliminaires

Section 1. Mesures provisoires

Article 17. Pouvoir du tribunal arbitral d'ordonner des mesures provisoires

4. **Le Président** attire l'attention sur les documents A/CN.9/605, 606 et 607, qui contiennent respectivement les projets révisés de dispositions législatives sur les mesures provisoires et les injonctions préliminaires, la forme de la convention d'arbitrage et le projet de déclaration relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York; il attire par ailleurs l'attention sur les documents A/CN.9/609 et Add.1-6, qui contiennent les observations reçues des États membres et des organisations internationales concernant les projets de dispositions législatives sur les mesures provisoires. Le Comité est également saisi des rapports sur les quarante-troisième et quarante-quatrième sessions du Groupe de travail II de la Commission (Arbitrage et conciliation), qui sont respectivement

contenus dans les documents A/CN.9/589 et A/CN.9/592.

5. Il invite le Comité à entreprendre l'examen de l'article 17 des projets de dispositions législatives sur les mesures provisoires, contenus dans le document A/CN.9/605 en tant que projet de chapitre IV *bis*. Une fois adopté, le projet de chapitre IV *bis* sera joint en annexe à la Loi type de la CNUDCI de 1985 sur l'arbitrage commercial international qui viendra remplacer l'article 17 actuel.

6. **M. Graham Tapia** (Mexique) dit que, s'agissant des questions dont le Comité est saisi, un certain progrès a été réalisé comme suite au consensus auquel les délégations sont parvenues aux sessions précédentes de la Commission. Les mesures provisoires et la forme de la convention d'arbitrage sont des questions très importantes que l'on retrouve dans la pratique actuelle et font suite à un besoin actuel chez les praticiens de l'arbitrage. Les documents dont le Comité est saisi doivent donc servir de point de départ à ses travaux et il y a lieu de maintenir le consensus auquel on est parvenu.

7. **M. Sorieul** (Division du droit commercial international) rappelle que, dans sa forme actuelle, le paragraphe 1 de l'article 17 reproduit en partie l'article 17 d'origine. Mais le Guatemala a proposé de remplacer le mot « une » par le mot « une quelconque » dans le membre de phrase « à la demande d'une partie ».

8. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) se demande si l'amendement proposé par le Guatemala pourrait impliquer l'intervention d'une tierce partie. Il convient de faire ressortir clairement que les mots « une partie » signifie en fait « une partie à la procédure »; il préférerait donc conserver le texte tel qu'il a été adopté par le Groupe de travail.

9. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre de commerce Internationale) appuie les observations formulées par le représentant des États-Unis.

10. **Le Président** dit qu'il considère que le Comité souhaite adopter le paragraphe 1 de l'article 17 sans modification.

11. *Il en est ainsi décidé.*

12. **Le Président** dit que, comme il ressort du paragraphe 6) du document A/CN.9/605, le Groupe de travail a déjà convenu que, dans la mesure où toutes les finalités des mesures provisoires sont génériquement couvertes par la liste révisée figurant au

paragraphe 2, la liste des motifs qui pourraient justifier une mesure provisoire pouvait être considérée comme exhaustive. Le Groupe de travail a par ailleurs déclaré que la Commission voudrait peut-être insérer sa décision dans le texte explicatif qui accompagnera éventuellement le paragraphe 2 de l'article 17.

13. **M. Bellenger** (France) rappelle la position de sa délégation telle qu'exposée antérieurement : les mesures prévues à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 17 ne devraient pas être énoncées dans l'article 17. Au cours du débat au sein du Groupe de travail, un certain nombre de délégations ont soulevé la question du principe qui sous-tend les mesures annoncées à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 17 et qui va à l'encontre d'un autre principe fondamental qui veut qu'une partie ne doit pas se trouver privée d'un recours juridictionnel auquel elle a droit. La délégation française demande donc qu'un commentaire figure dans le rapport de la trente-neuvième session pour indiquer que l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 17 constitue une dérogation à la règle.

14. **M. Möller** (Observateur de la Finlande) dit que sa délégation souhaite, elle aussi, qu'une note soit insérée dans le rapport de la Commission.

15. **Le Président** rappelle que le Groupe de travail, à l'issue d'un débat prolongé, a décidé de maintenir l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 17. Toutefois, l'observation formulée par le représentant de la France figurera dans le rapport de la 39^e session de la Commission. Il considère que le Comité n'émet pas d'objection au sujet du libellé du paragraphe 6 du document A/CN.9/605, et qu'il souhaite adopter le paragraphe 2) de l'article 17 sans modification.

16. *Il en est ainsi décidé.*

Article 17 bis. Conditions d'octroi des mesures provisoires

17. **Le Président** invite le Comité à entreprendre l'examen de l'article 17 bis des projets des dispositions législatives.

18. **M. Graham Tapia** (Mexique) dit qu'au paragraphe 1 de l'article 17 bis, les mots de la version anglaise « shall satisfy » ont été mal rendus en espagnol par les mots « deberá aportar ». Il ne doute pas qu'il soit possible de modifier la version espagnole à l'occasion d'une future réunion d'un comité de rédaction.

19. **M. Sorieul** (Division du droit commercial international) dit qu'il ne sera pas possible de constituer un comité de rédaction pour finaliser le texte; il invite donc les délégations à faire connaître par écrit au Secrétariat d'éventuels problèmes de traduction.

20. **M. Li Wenzhu** (Chine) rappelle que sa délégation a proposé la suppression de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 17 bis étant donné que, les mesures provisoires ayant généralement un caractère très urgent, il n'y a aucune raison de retarder la procédure.

21. **M. Dervaird** (Royaume-Uni) dit que s'agissant de l'octroi de mesures provisoires, une garantie indispensable est que le tribunal arbitral soit au moins en partie convaincu du bien fondé de la demande présentée par la partie qui réclame des mesures provisoires. Il estime donc que l'alinéa b) du paragraphe 1 pourrait être nuancé par une expression telle que « à première vue ». Le texte de l'alinéa b) tel que modifié commencerait donc par les mots : « Qu'à première vue, elle a des chances raisonnables d'obtenir.. ».

22. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) dit que, tout en souscrivant pour l'essentiel aux observations formulées par le précédent orateur, elle ne peut approuver l'ajout d'un critère de présomption au niveau de preuve qui doit être apporté pour satisfaire un tribunal arbitral. Le libellé des deux alinéas a) et b) du paragraphe 1 est le résultat d'un débat prolongé au sein du Groupe de travail. De plus, à l'issue d'un débat sur de la question de savoir s'il y avait lieu ou non de qualifier le terme « convaincu » dans l'intitulé du paragraphe 1, le Groupe de travail a décidé de n'apporter aucune précision sur ce point. L'observatrice aurait tendance à penser qu'il ne conviendrait pas de modifier le texte.

23. **M. Möller** (Observateur de la Finlande) dit que tout en étant lui aussi d'accord avec le représentant du Royaume-Uni sur le fond de ses observations, il préférerait ne pas ajouter les mots « à première vue ».

24. **M. Graham Tapia** (Mexique) dit qu'à l'alinéa a) du paragraphe 1, le mot « largement » introduit une exigence inutile et doit donc être supprimé. C'est au moment où on examine la mesure que l'on dispose de tous les éléments nécessaires pour décider ou non d'octroyer des dommages-intérêts. Imposer la charge supplémentaire liée au fait qu'il faudrait que le préjudice causé l'emporte largement sur celui qui sera probablement subi reviendrait à imposer une entrave inutile à l'octroi de la mesure.

25. La délégation mexicaine souhaite soulever divers points de traduction et soumettra ses propositions au Secrétariat comme l'a demandé le représentant de la Division du droit commercial international.

26. **M. Uzelac** (Croatie) dit que la Commission doit adopter le texte tel qu'il se présente car on voit mal comment la formulation mûrement réfléchie des alinéas a) et b) du paragraphe 1 de l'article 17 *bis* pourrait être encore améliorée étant donné la difficulté qu'a rencontrée le Groupe de travail pour parvenir à cette formulation. Les difficultés pour traduire les règles régissant l'administration des preuves et pour aligner les diverses versions linguistiques du texte ont été prises en considération mais au plan pratique il a été impossible d'établir un libellé simple et facile à traduire. En rédigeant le texte, le Groupe de travail n'a pas perdu de vue que la conformité des concepts énoncés dans l'article 17 *bis* devra de toute façon être assurée avec les différents droits nationaux des États qui ont adopté la loi type sur l'arbitrage; concrètement, il faudra adapter les dispositions de l'article 17 *bis* aux règles d'administration des preuves propres à chacun de ces systèmes juridiques. On pourra joindre dans les notes explicatives des commentaires dans ce sens qui constitueront un moyen d'interprétation crucial permettant à l'avenir à la Commission de retracer les étapes par lesquelles elle est passée pour élaborer les nouvelles dispositions et de donner des orientations aux États qui les mettront en oeuvre.

27. **Le Président**, se référant à l'observation formulée par l'observatrice de la Chambre internationale de commerce au sujet de l'intitulé du paragraphe 1, rappelle que le Groupe de travail a délibérément choisi le terme « convaincu » pour éviter de traiter de la charge de la preuve. Il est important d'indiquer dans d'éventuelles notes explicatives que c'est cette démarche qui a été suivie.

28. **M. Rodríguez** (Observateur de la Fédération bancaire latino-américaine) dit que les termes « demanda » et « demandante » utilisés tout au long de la version espagnole du chapitre IV *bis* ne correspondent pas à ceux utilisés dans la version anglaise. Il propose donc de remplacer le terme « demanda » par le mot « requerimiento » ou « petición » pour traduire respectivement les termes « requirement » et « request » dans la version anglaise et de remplacer donc « demandante » par « requiriente » ou « peticionante ».

29. **Le Président** dit que toutes les questions de rédaction et d'alignement des diverses versions linguistiques doivent être soumises au Secrétariat par écrit. Les délégations hispanophones doivent s'entendre sur la question soulevée par l'observateur de la Fédération bancaire latino-américaine avant de faire une proposition sur le point en cause.

30. **M. López** (Chili) souscrit à la proposition tendant à supprimer le terme « largement » à l'alinéa a) du paragraphe 1 car il modifie notablement le sens du texte en impliquant qu'il faut satisfaire une condition supplémentaire pour qu'une demande de mesure provisoire puisse aboutir.

31. **M. Li Wenzhu** (Chine) appuie la proposition faite par le représentant du Royaume-Uni concernant l'ajout des mots « à première vue » car c'est une alternative viable à la suppression de l'alinéa b) du paragraphe. Soulignant quelques écarts entre les versions anglaise et chinoise du texte, il exprime l'espoir que la traduction du texte sera améliorée pour assurer l'alignement des diverses versions linguistiques.

32. **M. Komarov** (Fédération de Russie) dit qu'il convient de maintenir le libellé de l'article 17 *bis* pour conserver la formulation soigneusement équilibrée à laquelle le Groupe de travail est parvenu, compte tenu notamment de l'importance que revêt le principe énoncé dans l'introduction du paragraphe 1 et à l'alinéa a) de ce même paragraphe. À cet égard, le mot « largement » revêt une importance fondamentale car, s'il est supprimé, l'idée s'en trouvera totalement modifiée.

33. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) déclare qu'elle n'appuie pas la proposition tendant à supprimer le mot « largement » dans l'alinéa a) du paragraphe 1 et ne souscrit pas davantage à l'idée que l'article 17 tel que rédigé vise à permettre d'obtenir plus facilement des mesures provisoires de protection. Selon elle, il s'agit au contraire de préciser les circonstances dans lesquelles il sera possible d'accorder des mesures provisoires, les types de mesures provisoires qu'il sera possible d'accorder et les normes sur lesquelles un tribunal arbitral devra s'appuyer pour évaluer une demande de mesure de ce type. Par ailleurs, la plupart des systèmes juridiques fixent des normes exigeantes pour accorder des mesures provisoires de protection et considèrent l'octroi de telles mesures comme une démarche extraordinaire. Le texte que le Groupe de travail a

élaboré à l'issue de négociations prolongées et détaillées traduit ces considérations.

34. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est opposée à la fois à la suppression de l'alinéa b) du paragraphe 1) et à la proposition de remplacement visant à introduire l'expression « à première vue » et que sur ce point, elle souscrit aux observations formulées par l'observatrice de la Chambre internationale de commerce. Il comprend les préoccupations exprimées par les délégations du Royaume-Uni et la Chine mais le libellé de l'article 17 *bis* reproduit bien la réflexion approfondie à laquelle s'est livré le Groupe de travail dans son effort pour trouver un équilibre entre les diverses préoccupations exprimées. L'utilisation du mot « convaincu » dans l'introduction du paragraphe 1 était voulue afin d'éviter de trop préciser ce qu'il devait en être de la charge de la preuve et afin de laisser au tribunal le soin de mettre en place ce cadre en faisant appel à son bon sens. C'est la une des diverses raisons qui feraient que ce serait une erreur que d'introduire l'expression « à première vue » à l'alinéa b) du paragraphe 1 car cette expression comporterait probablement des connotations différentes selon les systèmes juridiques, ajouterait de toute façon un degré de complexité et impliquerait d'attribuer la charge de la preuve.

35. Sur ce point, l'orateur rappelle que le Groupe de travail s'est entendu sur l'emploi de l'alinéa b) de l'expression « possibilité raisonnable » afin d'établir un équilibre entre d'une part le souci d'éviter que le libellé d'origine n'impose une charge excessive et oblige les tribunaux à préjuger du fond de la demande et d'autre part le souci d'éviter des situations dans lesquelles des tribunaux accorderaient des mesures provisoires à une partie alors qu'ils ne pensent pas que cette partie a au moins une possibilité raisonnable d'avoir gain de cause sur le fond de la demande.

36. En réponse à la préoccupation exprimée par la délégation chinoise qui craint que l'accomplissement des conditions prévues au paragraphe 1 n'entraînent un retard dans la procédure, M. Castello rappelle que l'on était conscient en rédigeant la section 1 de la pratique qui prévaut dans la plupart des systèmes juridiques selon laquelle les tribunaux évaluaient d'ordinaire les chances de succès d'une demande en fonction du fond de cette demande au moment d'étudier une demande de mesure provisoire. De l'avis général, il s'agit là d'un jugement préliminaire fondé sur les preuves établies à ce stade.

37. La délégation des États-Unis d'Amérique se déclare donc favorable au maintien de l'article 17 *bis* tel qu'il est rédigé et, d'une manière générale, souscrit aux observations formulées par le représentant de la Fédération russe et par l'observatrice de la Chambre internationale de commerce.

38. **M. Schneider** (Observateur de l'Association suisse de l'arbitrage) dit que, tout en approuvant les observations faites par la Chambre internationale de commerce selon lesquelles le mot « largement » figurant à l'alinéa a) du paragraphe 1 ne vise pas à faciliter l'octroi de mesures provisoires mais bien à assurer un système adéquat pour l'octroi de telles mesures, il estime que le mot en question implique que l'on préjugera de l'issue de la demande. Les critères arrêtés à l'alinéa a) pour juger en opportunité sont déjà bien établies dans la pratique de l'arbitrage mais la manière exacte de les appliquer est quelque chose que la pratique arbitrale doit élaborer et arrêter selon les besoins. La délégation de l'Association suisse de l'arbitrage propose donc de supprimer le mot « largement ».

39. S'agissant de l'alinéa b) du paragraphe 1, cette délégation comprend que la délégation chinoise craigne qu'il ne soit difficile pour un tribunal arbitral de fonder sa décision sur une éventuelle issue sans préjuger de cette issue. Toutefois, puisque bon nombre de délégations ont été d'accord pour dire qu'il faut que le tribunal se fasse une opinion qui ait au moins une chance raisonnable de se confirmer avant d'imposer à une des parties le fardeau d'une mesure provisoire, il convient de ne pas supprimer la condition établie à l'alinéa b). Étant donné l'impossibilité d'améliorer davantage la manière dont cette condition est exprimée, il accepte l'alinéa b) tel qu'il est rédigé.

40. **M. Graham Tapia** (Mexique) indique que la deuxième partie de l'alinéa b) du paragraphe 1 qui commence par les mots « étant entendu que » semble établir une condition alors que sa délégation croit comprendre que l'intention n'était pas de donner ce sens au texte. En fait, le Groupe de travail a considéré que la deuxième partie de l'alinéa visait à assurer que le tribunal arbitral ne perdrait pas son pouvoir de décision en ce qui concernait une mesure provisoire. Pour préciser ce point, le représentant du Mexique propose que les deux parties de l'alinéa b) constituent deux phrases séparées qui se liraient : « Qu'elle a des chances raisonnables d'obtenir gain de cause sur le fond de la demande principale. La décision à cet égard ne porte pas

atteinte à la liberté d'appréciation du tribunal arbitral lorsqu'il prendra une décision ultérieure quelconque.»

41. **M. Martens** (Allemagne) se déclare favorable au libellé proposé par le représentant du Mexique et appuie la justification que celui-ci a donnée de sa proposition.

La séance est suspendue à 11 h 45; elle est reprise à 12 heures.

42. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) dit que, même s'il est vrai que l'inclusion du terme « largement » à l'alinéa a) crée une charge supplémentaire pour la partie demanderesse, le libellé est suffisamment souple pour permettre aux tribunaux arbitraux de se prononcer dans le contexte propre à chaque cas. Les normes arrêtées dans cet article s'appliquent également aux injonctions préliminaires et devraient donc être retenues.

43. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que la proposition concernant l'alinéa b) qu'a présentée le représentant du Mexique, appuyé par le représentant de l'Allemagne, est convaincante. Il peut accepter la suppression des mots « étant entendu que » dans la mesure où cela ne modifie pas vraiment les dispositions convenues au sein du Groupe de travail mais en clarifie simplement le sens.

44. **M. Schneider** (Observateur de l'Association suisse de l'arbitrage) appuie lui aussi la proposition mexicaine concernant l'alinéa b). S'agissant du mot « largement » utilisé à l'alinéa a), il ne pense pas que le principe d'une charge supplémentaire ait jamais été accepté, que ce soit au sein du Groupe de travail ou dans la présente commission; on ne peut donc le retenir. La partie qui demande une mesure provisoire doit convaincre le tribunal du préjudice qui lui serait causé si la mesure n'était pas ordonnée et la partie défenderesse aura alors la possibilité de démontrer qu'il s'ensuivrait une charge. Dire que cette charge doit l'emporter notablement sur le préjudice qui, sans cela, se produirait ferait intervenir un élément indésirable. Il préconise donc vivement le retrait du mot « largement ».

45. **M. Bellenger** (France) dit qu'il est favorable au maintien sans changement du texte de l'alinéa a) du paragraphe 1.

46. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le texte de l'alinéa a) du paragraphe 1) reste inchangé et que la proposition mexicaine concernant l'alinéa b) est adoptée.

47. *Il en est ainsi décidé.*

48. **Le Président** attire l'attention sur la question soulevée au paragraphe 9) du document A/CN.9/605 visant à déterminer s'il conviendrait de fournir dans un texte explicatif des indications sur l'impact du besoin urgent.

49. **M. Schneider** (Observateur de l'Association suisse de l'arbitrage) dit que le critère de l'urgence ne devrait pas être retenu pour toutes les situations. Le besoin d'un tel critère est apparu pour préserver des éléments de preuve et également dans les cas où la mesure provisoire tend à préserver le statu quo. Le critère de l'urgence ne saurait convenir si l'on en fait une obligation d'ordre général.

50. **Le Président** propose que le Secrétariat indique expressément dans les notes explicatives que le Groupe de travail ne considère pas essentiel qu'il y ait urgence pour accorder une mesure provisoire.

Section 2. Injonctions préliminaires

Article 17 ter. Requêtes en injonctions préliminaires et conditions d'octroi des injonctions préliminaires

51. **Le Président** dit qu'il considère que le libellé des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 17 *ter* ne soulève aucune objection et que l'article dans son ensemble peut être adopté dans sa forme actuelle.

52. *Il en est ainsi décidé.*

Article 17 quater. Régime spécifique applicable aux injonctions préliminaires

53. **M. Dervaird** (Royaume-Uni) se demande ce qui se passera en vertu du paragraphe 2 de l'article 17 *quater* lorsque plusieurs parties se soumettront à un arbitrage. Il propose que, puisque les autres parties doivent également se voir donner la possibilité de faire valoir leurs moyens, il y a lieu d'insérer les mots « ou à toute autre partie à l'arbitrage » après les mots « contre laquelle une injonction préliminaire est dirigée ».

54. **M. Schneider** (Observateur de l'Association suisse de l'arbitrage) dit que la seule partie concernée est celle contre laquelle l'injonction préliminaire est dirigée. Il propose de remplacer les mots en question par les mots « toute partie touchée par une injonction préliminaire ».

55. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) propose de remplacer dans

le membre de phrase que le représentant du Royaume-Uni a proposé d'insérer le mot « ou » par le mot « et ».

56. **M. Schneider** (Observateur de l'Association suisse de l'arbitrage) dit que, pour se prémunir contre d'inutiles complications de procédure, il serait sans doute plus sage de dire « le tribunal arbitral donne à toute partie touchée par une injonction préliminaire la possibilité de présenter ses arguments », chaque partie devant justifier de quelle manière elle est touchée.

57. **Le Président** dit que dans les cas d'arbitrage la règle générale veut que toutes les communications soient adressées à toutes les parties. Dans l'article 17 *quater*, le régime spécifique qui fait qu'une communication n'est pas adressée à toutes les parties vise à se prémunir contre toute mesure susceptible d'empêcher d'agir. Dans le régime normal d'arbitrage, la communication est adressée à toutes les parties et celles-ci ont tout droit de réagir.

58. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il ressort clairement du libellé du paragraphe 1 que l'annonce de la demande d'une injonction préliminaire est adressée à toutes les parties et que l'on peut escompter que toutes les parties aient la possibilité de répondre. Toutefois, le paragraphe 2 contient une disposition particulière, dans le cadre du régime des garanties, qui permet à la partie que vise l'injonction de présenter ses arguments dès que cela lui est possible. Toute modification du libellé bouleverserait le délicat équilibre obtenu grâce à ce paragraphe et irait au-delà de l'intention qui le sous-tend. L'orateur est d'avis que le paragraphe en question doit rester inchangé.

59. **M. Möller** (Observateur de la Finlande) souscrit à cette opinion.

60. **M. Uzelac** (Croatie) dit qu'il est d'accord pour que le texte ne soit pas modifié. À son avis, la situation visée par l'article 17 *quater* ne justifie pas de déroger à la règle selon laquelle en matière d'arbitrage les communications doivent être adressées à toutes les parties. D'une manière générale, une fois qu'une injonction préliminaire a été prononcée, toutes les parties à la procédure ont le droit de réagir, y compris la partie que vise l'injonction. L'orateur pense lui aussi que le paragraphe en question constitue une garantie supplémentaire car on y souligne la nécessité pour le tribunal qui a prononcé l'injonction de réagir rapidement. S'agissant du membre de phrase supplémentaire proposée par le représentant du Royaume-Uni, le représentant de la Croatie met en garde

contre tout libellé pouvant être interprété comme signifiant que l'injonction préliminaire doit être adressée à des personnes qui ne sont pas parties à la procédure. La délégation croate préfère le libellé proposé par l'Association suisse de l'arbitrage. La Commission devrait prendre en compte le cas de l'arbitrage multipartite, compte tenu des difficultés qui risqueraient de surgir dans des affaires où des mesures préliminaires susceptibles de toucher d'autres défendeurs sont prises contre une seule partie.

61. **Le Président** dit que le temps manquant pour formuler d'autres propositions, la meilleure solution consiste à laisser le texte tel qu'il est et à expliquer dans le commentaire que la disposition a pour objet d'établir une garantie.

62. **M. Markus** (Suisse) dit que sa délégation est favorable au maintien du libellé actuel pour la raison déjà avancée par d'autres délégations. Il est d'accord avec le Président pour qu'une explication soit donnée dans le commentaire.

63. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) appuie la solution préconisée par le Président. En vertu du paragraphe 2 de l'article 17 *quater*, seule la partie contre laquelle l'injonction préliminaire est dirigée sera invitée à défendre sa position mais à ce qu'elle comprend, toutes les autres parties recevront copie de l'invitation et auront la possibilité de réagir même si elles ne sont pas expressément invitées à le faire.

64. **M. Dervaird** (Royaume-Uni) dit que l'invitation à présenter ses arguments doit être adressée à chacune des parties à la procédure d'arbitrage. On a sans doute raison de penser que les parties réagiront qu'elles aient ou non reçu une invitation mais l'écart entre les mots « toutes les parties » au paragraphe 1) et le membre de phrase très précis « partie contre laquelle une injonction préliminaire est dirigée » au paragraphe 2 amène à se demander si toutes les parties sont en droit de faire valoir leur point de vue devant le tribunal arbitral. La dernière phase du paragraphe 4) amène à se poser la même question. Le libellé actuel pourrait amener à une situation où la seule partie qui semble en mesure de présenter ses moyens au sujet de la modification ou du retrait d'une injonction est la partie directement touchée ce qui semblerait restreindre la procédure d'un tribunal arbitral.

65. **M. Özsunay** (Turquie) appuie le libellé proposé par l'observateur de l'Association suisse de l'arbitrage.

66. **M. Sharif** (Qatar) dit qu'il serait peut-être souhaitable de prévoir pour les parties le droit de contester les injonctions préliminaires et le temps nécessaire pour prendre connaissance des injonctions. Pour ce faire, il pourrait être utile de prévoir une rencontre entre les parties adverses.

67. **M^{me} Perales Viscasillas** (Espagne) dit qu'il n'est pas nécessaire de modifier le paragraphe 2 puisque le tribunal arbitral doit donner à la partie contre laquelle l'injonction préliminaire est dirigée la possibilité de défendre son dossier. C'est là l'expression du principe énoncé à l'article 18 de la loi type sur l'arbitrage concernant l'égalité de traitement des parties. Le paragraphe 2 a pour objet de souligner que la partie contre laquelle l'injonction préliminaire est dirigée doit défendre sa position dès que cela lui est possible. Par ailleurs, la possibilité pour les autres parties concernées de faire valoir leur point de vue est prévue au paragraphe 3 où la référence à « toute contestation » englobe les contestations formulées par les parties tierces susceptibles de subir indirectement les conséquences de l'injonction préliminaire. Les autres paragraphes de cet article auraient besoin d'être notablement reformulés si le paragraphe 2 devait viser les autres parties.

68. **M. Komarov** (Fédération de Russie) dit que l'injonction préliminaire revêt un caractère exclusif et ne doit pas être assujettie aux règles qui s'appliquent aux injonctions ordinaires. Si l'on prévoit que toutes les parties peuvent répondre, le tribunal arbitral risquerait de devoir faire connaître sa position sur de nombreuses déclarations ce qui prolongerait excessivement la procédure. Le libellé actuel du paragraphe prend en compte le caractère exclusif de l'injonction préliminaire et de ce fait la mise en place d'un régime spécial. Il n'y a donc pas lieu de le modifier.

69. **M. Boulet** (Belgique) se déclare favorable au maintien du texte actuel. Celui-ci couvre les questions qui ont été soulevées et, comme il est normal, donne la priorité à la partie contre laquelle l'injonction préliminaire est dirigée. Le texte n'exclut pas le droit qu'ont les autres parties de faire objection.

70. **Le Président** dit qu'il considère que la Commission souhaite maintenir le texte du paragraphe 2 en l'état. Le commentaire devra préciser que le paragraphe 2 constitue une garantie qui ne déroge pas au principe général selon lequel dans une procédure d'arbitrage les communications sont adressées à toutes

les parties et que n'importe quelle d'entre elles a le droit de réagir.

71. *Il en est ainsi décidé.*

72. **M. Bellenger** (France) émet une réserve au sujet du paragraphe 5. Il semble qu'il ne serve à rien de demander une injonction préliminaire si le tribunal ne peut la faire exécuter. Il propose de supprimer la deuxième partie voire l'ensemble de la première phase.

73. **Le Président** dit que le principe selon lequel les injonctions préliminaires ne sont pas susceptibles d'exécution par un tribunal est un élément essentiel de l'ensemble du dispositif des injonctions préliminaires tel qu'il a été convenu. Si cette phrase est supprimée, cela aurait pour effet de bouleverser l'équilibre obtenu par le Groupe de travail qui a estimé que les injonctions préliminaires sont de durée tellement courte que le tribunal n'aurait pas le temps de les faire exécuter.

74. **M. Li Wenzhu** (Chine) dit que si une injonction est contraignante, il s'ensuit logiquement qu'elle doit pouvoir être exécutée par un tribunal. Il se prononce donc en faveur de la suppression de la deuxième partie de la première phase.

75. **Le Président** renvoie au débat qui s'est déroulé au sein du Groupe de travail lequel a conclu qu'accorder aux tribunaux le pouvoir d'exécuter les injonctions préliminaires donnerait une impression trompeuse; le Groupe a donc clairement prévu qu'une telle injonction s'imposerait aux parties.

76. **M^{me} Kirby** (Observatrice de la Chambre internationale de commerce) dit que tout changement apporté au libellé du paragraphe 5 irait à l'encontre de l'objectif poursuivi par la Commission dans son travail; elle s'y déclare donc opposée.

77. **M. Dervaird** (Royaume-Uni) dit que, même si le paragraphe 5 et la section 4 qui traitent de la reconnaissance et de l'exécution des mesures provisoires prévoient qu'une injonction préliminaire doit s'imposer aux parties, il n'en ressort pas clairement à quel moment dans le temps cette injonction doit s'imposer. Étant donné qu'il est prévu à l'article 17 *sexies* que le tribunal arbitral peut exiger une garantie en rapport avec une injonction préliminaire, il convient de préciser si une injonction préliminaire s'impose aux parties avant qu'une garantie soit ou non mise en place.

78. **Le Président** indique que le tribunal peut exiger une garantie avant, pendant ou après l'entrée en vigueur

de la mesure provisoire ou de l'injonction préliminaire.
Il sera donc possible que l'injonction préliminaire
s'impose avant que la garantie ne soit fournie.

La séance est levée à 13 heures.